



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Chiffres du chômage : le gouvernement manipule les statistiques pour continuer le passage en force sur l'Assurance-chômage

Pôle Emploi et la DARES viennent de publier les chiffres des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au troisième trimestre 2021.

Le gouvernement va claironner que la catégorie A est en baisse de 5,8 % sur un trimestre et de 10% sur un an. Mais que traduisent ces baisses ? Une amélioration certes après les pires épisodes de la crise sanitaire mais, pour autant, tout n'est pas réglé. Rappelons que la catégorie A concerne les personnes qui n'ont pas travaillé du tout un mois donné. Or, chaque timide reprise économique, comme cela était le cas après le premier confinement, se traduit par une baisse du nombre de chômeurs en catégorie A et surtout par une augmentation des catégories B et C.

C'est encore le cas ce trimestre : si la catégorie B stagne à moins 0,1%, la catégorie C explose avec +6,5% sur le second trimestre. En clair, les chômeurs qui ne travaillaient pas du tout retrouvent des contrats ... précaires ! Par ailleurs, comme avant chaque échéance électorale, le gouvernement envoie massivement les chômeurs en formation, sans pour autant leur garantir un emploi en sortie de stage. Ainsi, la catégorie D, principalement constituée des personnes en formation (mais aussi en contrat de sécurisation professionnelle ou en arrêt maladie), voit ses effectifs grimper de 13,8% !

Et, tout cela s'accompagne d'une augmentation des radiations, pour de pseudo-insuffisances de recherches d'emploi, radiations qui avaient été suspendues pendant les confinements et qui ont repris de plus belle en 2021.

Ainsi, même le total des catégories A, B et C qui s'établit à 5,577 millions de personnes en France métropolitaine (5,871 en comptant les territoires d'outre-mer, sauf Mayotte) ne diminue que de 110 900 personnes (- 1,9% sur un trimestre). Ce chiffre est à rapporter aux 50 000 entrées en catégorie D (formation, etc.) et donc aux radiations dont le nombre n'est pas renseigné précisément.

Autre chiffre inconnu : le nombre de contrats salariés transformés en auto-entrepreneuriat forcé, ce que la grève des travailleurs sans papiers remet en lumière, par exemple avec les livreurs de Stuart (filiale de la Poste) pour Monoprix.

La timide amélioration économique se traduit donc essentiellement par le retour de la précarité.

Le gouvernement va communiquer qu'il peut désormais asséner tous les volets de sa réforme d'Assurance-chômage : après avoir mis au pas le conseil d'État dans sa formation de référé, il peut également mettre en œuvre le durcissement du seuil d'accès aux droits pour les plus précaires et le durcissement de la dégressivité pour les cadres.

La manipulation des chiffres qui consiste à écarter ceux qui dérangent n'est pas nouvelle mais elle prend un tour dramatique avec ce gouvernement car elle se traduit par une baisse violente des droits, particulièrement pour ceux qui subissent la double peine de la précarité et de la baisse ou de la suppression des allocations chômage. Et, contrairement au discours du gouvernement qui prétend travailler pour l'emploi stable, il s'agit bien de permettre au patronat de disposer encore plus nettement d'une main-d'œuvre bon marché, sous forme d'emplois de plus en plus précaires pour des travailleuses et travailleurs encore plus dépendants du chantage patronal et gouvernemental.

Le combat continue pour obtenir de vrais chiffres de l'emploi, une politique de l'emploi sérieuse basée sur les propositions de la CGT (réduction du temps de travail, investissement dans la transition écologique, égalité femmes-hommes, etc.), pour faire annuler la réforme de l'Assurance-chômage et pour assurer de nouveaux droits à toutes et tous.

Montreuil, le 27 octobre 2021